

Éditorial

Les maladies à transmission vectorielle, pourquoi s'y intéresser ?

Les maladies transmissibles vectorielles (MTV) telles que le paludisme, la dengue, le chikungunya, la leishmaniose ou la fièvre catarrhale ovine, pour n'en citer que quelques-unes, représentent aujourd'hui à l'échelle de la planète un enjeu scientifique et social primordial. *NSS* lance un appel à contributions sur cette question et propose dès ce numéro un entretien avec Didier Fontenille, entomologiste médical à l'IRD, qui vient de coordonner une importante expertise collégiale pluridisciplinaire destinée à poser les termes d'une refonte de la lutte antivectorielle (LAV) en France.

La question des MTV se situe au croisement des champs de l'environnement et de la santé et, en cela, soulève des interrogations particulièrement stimulantes. Lucien Abenham, médecin épidémiologiste et ancien directeur général de la Santé, qui avait d'ailleurs été démissionnaire après l'épisode de canicule en 2003, indique dans la préface de l'ouvrage *Environnement et santé publique* (Gérin *et al.*, Edisem, 2003) que, si l'environnement a toujours fait partie de la santé publique, la révolution pasteurienne en avait un peu masqué l'importance. Il ajoute que ce n'est que récemment, avec l'émergence ou la réémergence de maladies infectieuses transmissibles, qu'elles soient ou non vectorielles, que nous avons redécouvert l'impact que pouvait avoir l'environnement sur la santé des populations. En effet, si le rapport Brundtland, en 1987, évoque déjà très largement les dommages liés à la pollution et l'importance des questions de santé pour le développement, il faut néanmoins attendre 1995 pour que l'OMS établisse une stratégie mondiale pour la santé et l'environnement, et même le début de ce siècle pour que soit reconnu et se concrétise dans des structures officielles le lien environnement-santé. André Aschieri, qui avait été à l'origine de la mission parlementaire pour la création de l'AFSSET, avait d'ailleurs bien montré, dans un entretien accordé à notre revue (*NSS*, 9, 2, [2001], 51-55), toutes les difficultés à faire dialoguer les institutions autour de ces questions. Pourtant, il s'agit

bien d'une réalité quotidienne à laquelle sont confrontées plus particulièrement les populations urbaines avec les pollutions de l'air ou de l'eau, comme avec les nuisances sonores.

Mais ce sont dans les pays du Sud que les populations sont le plus exposées, et en particulier ceux situés dans les zones tropicales où les MTV sont les plus nombreuses. Le paludisme, par exemple, est la cause d'un million de décès annuels, pour l'essentiel en Afrique subsaharienne, la dengue touche 50 à 100 millions de personnes. Ce n'est pas étonnant si la menace que constituent les MTV en France métropolitaine et dans les terres ultramarines s'impose aujourd'hui, selon les quatre ministères commanditaires de l'expertise sur la lutte antivectorielle, comme une préoccupation majeure de santé publique. Les MTV nous semblent donc emblématiques des problématiques environnement-santé, car elles permettent, dans de nouveaux contextes, de revisiter la notion de « complexe pathogène » élaborée par Maximilien Sorre en 1933, dans un article paru dans les *Annales de géographie*, notion renvoyant à une interdépendance entre les populations humaines, le milieu écologique et les vecteurs de maladies.

Les MTV renvoient au traitement des objets complexes qui implique des démarches interdisciplinaires (sciences biomédicales-sciences sociales-sciences écologiques, par exemple) insuffisamment développées et reconnues, malgré les incitations institutionnelles récentes (programmes SEST de l'ANR ou MIE du CNRS...). Par exemple, comment appréhender la prégnance ou la réémergence dans un milieu donné des maladies transmissibles vectorielles sans prendre en compte la relation du milieu avec le vecteur, d'une part, et les comportements humains, d'autre part ? D'autant qu'en matière d'arbovirose, selon les spécialistes, ce sont dans 90 % des cas les comportements humains qui sont à l'origine du développement de pathologies. Mais c'est aussi, dans le même temps, une question vive dans l'espace public, qui peut

être l'objet d'importantes controverses, comme l'a montré la gestion de l'épidémie du chikungunya à l'île de la Réunion.

L'intérêt scientifique se justifie pleinement quand il s'agit d'étudier l'impact des facteurs environnementaux sur la santé humaine, d'expliquer la complexité d'un système vectoriel en perpétuelle évolution et de comprendre les mécanismes de la transmission des infections. De multiples pistes de recherches s'offrent ainsi aux chercheurs. Ils peuvent aborder ces questions selon le type de vecteurs (moustique, mouche, tique...) ou de pathologies (paludisme, dengue, fièvre à virus West Nile, leishmaniose, fièvre jaune...), mais aussi envisager la question des MTV en fonction de la diversité des lieux d'étude (pays du Nord exposés à la réémergence de certaines maladies face aux changements globaux versus zones endémiques tropicales, ou encore zones urbaines versus zones rurales). Ils ont aussi la possibilité d'examiner les entrées anthropologiques (comportements dans la gestion de l'eau, représentations de la maladie...) et anthropiques (impact des aménagements, urbanisation...) qui obligent à s'interroger sur les représentations liées à l'environnement iatrogène et sur la perception des risques. Enfin, les chercheurs peuvent également analyser les dynamiques de populations de vecteurs et leurs éventuelles

évolutions, du fait de la transformation des milieux, de l'adaptabilité de ces populations à des environnements nouveaux ou changeants, etc.

L'implication de ces recherches dans la formation, l'expertise et, plus généralement, dans les politiques publiques nécessite de réfléchir sur les interfaces entre recherche et action. La construction d'un consensus entre les différentes parties prenantes (élus, gestionnaires et professionnels, scientifiques, associations, malades...) a pour enjeu l'élaboration de stratégies de lutte contre les MTV efficaces et socialement acceptables. Mais, au-delà, ces recherches mettent en débat le rapport de nos sociétés à la précaution et à la prévention, comme au risque, aux peurs et aux stigmatisations.

C'est pour cet ensemble de raisons que le comité de rédaction de *NSS* se propose d'ouvrir un nouveau dossier dans ses différentes rubriques, au fil de plusieurs numéros à partir de cette année. Cet appel à contributions a pour objectif d'éclairer ce nouveau champ de recherche, dont la pertinence sociale se double de pistes inédites et prometteuses sur les relations des sociétés avec leur environnement. Aux auteurs de différentes disciplines et institutions de faire connaître et partager leurs recherches en ce domaine.

Daniel Bley